

Rue de la Madeleine 39 Case postale 832
1800 Vevey

Conditions de vente immobilière aux enchères

ensuite de saisie poursuite en réalisation de gage

Débitrice : MSB MONTREUX SCHOOL OF BUSINESS SA
c/o Multifiduciaire Léman SA, Av. Casino 52, 1820 Montreux

Créanciers requérants la vente : CREDIT SUISSE (SUISSE) SA, 8070 Zürich, représenté par
CREDIT SUISSE (SUISSE) SA, Av. Ouchy 52, 1002
Lausanne

Lieu, date et heure des enchères : le 13 mars 2024 à 10h00 dans la salle du Conseil
communal, rue du Conseil 8, 1800 Vevey

Dépôt des conditions de vente : Le 5 janvier 2024

~~Conditions modifiées à la suite d'une décision sur plainte~~

~~Conditions déposées à nouveau le~~

Description des immeubles

- Commune de Montreux, immeuble n° 7802 de l'immeuble de base 5886/5318, quote-part : 452/10'000 avec droit exclusif : PPE « Grand Hôtel », avenue de Chillon 74, rez-de-chaussée : restaurant avec dépôt au sous-sol, lot 2 du plan, estimation fiscale fr. 1'750'000.00 (09.07.2012).
- Commune de Montreux, immeuble n° 7793 de l'immeuble de base 5886/5318, quote-part : 10/10'000 avec droit exclusif : PPE « Grand Hôtel », avenue de Chillon 74, rez-de-chaussée : dépôt, lot 7 du plan, estimation fiscale fr. 10'000.00 (18.07.2011).

Divers accessoires selon liste détaillée.

Estimation de l'office des deux feuillets PPE nos 7802 et 7793 : Fr. 1'965'000.00

Estimation de l'office des accessoires : fr. 13'869.00

Pour une description complète des immeubles et des accessoires, des **droits** qui y sont rattachés et des **charges réelles** qui les grèvent, on se reportera à l'état descriptif et à l'état des charges¹.

¹ Form. ORFI 13a P

A. Offres et adjudication

1. Les immeubles seront vendus **en bloc** et adjugés après trois criées au plus offrant, à condition que l'offre soit supérieure au prix minimum d'adjudication de **CHF 600'000.00 (six cent mille francs)**.
2. Pour pouvoir être prise en considération, chaque offre devra dépasser la précédente d'au moins **CHF 10'000.00 (dix mille francs)**.
3. Les immeubles seront vendus avec toutes les charges qui les grèvent (gages immobiliers, charges foncières, servitudes, etc.) d'après l'état des charges ci-joint, pour autant qu'elles soient couvertes par le prix d'adjudication. Les créances garanties par gage qui ne sont pas exigibles seront déléguées à l'acquéreur à concurrence du prix d'adjudication. Lorsque la charge réelle est accompagnée d'une obligation personnelle du débiteur, celle-ci est déléguée à l'adjudicataire (art. 135, al. 1, LP).
4. Chaque enchérisseur donnera son nom et celui de son éventuel mandataire. Les personnes qui misent en qualité de représentants d'un tiers ou d'organes d'une personne juridique peuvent être tenues de justifier de leurs pouvoirs. Les curateurs, représentants légaux et mandataires pour cause d'inaptitude qui enchérisent en faveur de la personne qu'ils représentent devront fournir l'acte de nomination et le consentement de l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant (art. 416, al. 1, ch. 4, CC). Ne seront pas acceptées les offres faites pour le compte de personnes qui ne sont pas nommément désignées ou qui ne le seront qu'ultérieurement, ou de personnes juridiques encore inexistantes.
5. Lorsque l'offre a été faite en commun par plusieurs personnes, et sauf volonté contraire exprimée par elles, les immeubles leur seront adjugés en copropriété par parts égales et elles répondront solidairement de toutes les obligations résultant de l'adjudication.
6. Les offres conditionnelles ou sous réserve ou qui ne portent pas sur une somme déterminée ne seront pas prises en considération.
7. Les offres peuvent être faites par écrit avant les enchères et seront prises en considération aux mêmes conditions que les offres verbales, mais doivent être portées à la connaissance de l'assistance avant le commencement des enchères.
8. Si l'immeuble fait l'objet d'une double mise à prix avec une charge, puis sans charge, ou bien d'abord avec les accessoires, puis sans les accessoires, celui qui aura fait l'offre la plus élevée lors de la première mise à prix restera lié par son offre jusqu'à la fin de la seconde mise à prix.
9. Lorsque l'immeuble comprend des accessoires, le débiteur, tout créancier poursuivant et tout créancier gagiste peuvent, avant les enchères, exiger que les **accessoires** soient mis à prix **d'abord séparément puis en bloc avec l'immeuble**. Si le produit de la vente en bloc est supérieur à la somme des ventes séparées, celles-ci seront réputées non avenues.
10. L'acquisition d'immeubles par des **personnes à l'étranger** est subordonnée à autorisation. L'autorité chargée des enchères suit la procédure définie à l'art. 19 LFAIE (voir le ch. 19).

B. Coûts et paiement

11. L'adjudicataire devra payer par imputation sur le prix de vente :
 - a) le capital des créances garanties par gage conventionnel ou légal qui, d'après l'état des charges, sont exigibles, les intérêts exigibles des créances, y compris les intérêts moratoires et les frais de poursuite ;
 - b) les frais d'administration, pour autant qu'ils ne soient pas couverts par les produits perçus, ainsi que les frais de réalisation ;
 - c) la partie du prix qui **excéderait** le montant total des créances garanties par gage ;
 - d) le cas échéant, les impôts sur les gains immobiliers pour une personne physique, sur le bénéfice pour une personne morale et la taxe sur la valeur ajoutée résultant de la réalisation.

12. L'adjudicataire devra payer ou prendra à sa charge **sans imputation sur le prix de vente** :

- a) les frais du transfert de propriété et des radiations et modifications qui devront être opérées au registre foncier et sur les titres de gage s'agissant des créances garanties par gage, des servitudes, etc., ces frais comprenant aussi les frais de radiation des titres annulés (art. 69 ORFI) et les frais de l'inscription de l'immeuble au nom du débiteur (art. 66, al 5, ORFI) ;
- b) les dettes garanties par hypothèque légale (primes d'assurance contre les incendies, impôts fonciers) qui, n'étant pas encore exigibles lors de la vente, n'ont pas été inscrites à l'état des charges, ainsi que les redevances de droit public courantes pour l'eau, l'électricité, l'enlèvement des ordures, etc. ;
- c) le cas échéant, le droit de mutation cantonal (art. 49 let. a ORFI). Le montant à payer lui sera directement facturé par l'autorité fiscale compétente.

13. ~~En ce qui concerne les intérêts courants des créances en capital déléguées à l'adjudicataire, il est prévu ce qui suit :~~

~~(soit) les intérêts courants jusqu'au jour de la vente sur ces créances sont compris dans le prix d'adjudication (dans ce cas, ils devront être calculés et chiffrés dans l'état des charges) ;~~

~~(soit) les intérêts courants jusqu'au jour de la vente sur ces créances sont mis à la charge de l'adjudicataire, sans imputation sur le prix de vente ; les récoltes pendantes lors de la vente ainsi que les loyers et fermages non échus à cette date sont attribués à l'adjudicataire.~~

14. Immédiatement après la troisième criée et avant l'adjudication, l'enchérisseur devra verser un **acompte** qui ne porte pas intérêts de **CHF 500'000.00 francs** (conformément aux ch. 11 et 12, soit CHF 10'000.00 à titre d'acompte sur les frais du transfert de propriété et CHF 490'000.00 d'acompte sur le prix d'adjudication) en procédant de la manière suivante :

- a) en présentant une garantie irrévocable en faveur de l'Office des poursuites de la Riviera-Pays-d'Enhaut d'une banque assujettie à la Loi sur les banques (LB), subordonnée à la seule condition de se voir adjuger l'immeuble et revêtant sinon un caractère inconditionnel **ou**
- b) en payant au maximum CHF 100'000.00 francs en espèces **et** en se conformant à la let. a pour le montant excédentaire (voir l'art. 136, al. 2, LP).

L'acompte de CHF 500'000.00 peut également être viré à l'avance à l'Office des poursuites de la Riviera-Pays-d'Enhaut (IBAN CH7409000000180000550, référence 103861 – MSB MONTREUX SCHOOL OF BUSINESS SA ou déposé en espèces jusqu'à concurrence de CHF 100'000.00 francs. Il doit être porté au crédit du compte de l'office au plus tard deux jours ouvrables avant les enchères. Il est réputé non venu s'il est porté au crédit du compte ou déposé en espèces s'il n'a pas été versé dans ce délai et doit (éventuellement) être versé (une seconde fois) lors des enchères selon la procédure décrite plus haut. L'acompte ne porte pas intérêts et est restitué à la personne qui l'a versé dans les deux jours ouvrables suivant les enchères, **sans frais** si l'immeuble ne lui est pas adjugé. Celle-ci veillera à communiquer ses coordonnées financières à l'office.

Si la personne ne verse pas l'acompte, son offre est considérée comme non avenue et les enchères continuent, l'offre immédiatement inférieure étant à nouveau créée trois fois (art. 60, al. 2, ORFI). Si aucun autre enchérisseur pouvant verser directement l'acompte ne surenchérit, l'immeuble est adjugé à l'avant-dernier enchérisseur.

Chaque enchérisseur reste lié par son offre tant que l'immeuble n'est pas adjugé au plus offrant.

Le solde est à verser sur invitation expresse de l'office, adressée à l'adjudicataire au plus tard 20 jours après l'entrée en force de l'adjudication, avec un délai de paiement de 40 jours. Si le total de l'acompte, des sûretés et du prix restant à payer dépasse CHF 100'000.00 francs, la part du solde qui, acompte compris, dépasse ce montant, doit être versée par un intermédiaire financier au sens de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA).

Si un terme est accordé pour le paiement, l'adjudicataire doit des intérêts à 5 % depuis le jour des enchères jusqu'au jour du paiement.

L'office se réserve le droit, en plus de l'acompte à verser avant l'adjudication, d'exiger des sûretés (cautionnement ou dépôt de titres) en garantie du paiement de la somme pour laquelle un terme a été accordé. Si l'enchérisseur ne peut ou ne veut pas fournir immédiatement les sûretés requises, son offre est considérée comme non avenue et les enchères continuent, l'offre immédiatement inférieure étant à nouveau créée trois fois (art. 60, al. 2, ORFI).

15. Si l'adjudicataire entend substituer au paiement du solde un autre mode de règlement (reprise de dette, novation ou compensation), il doit produire en mains de l'office, dans le délai de paiement, une déclaration écrite du créancier admettant comme entièrement libératoire ce mode de règlement.
16. A défaut d'observation du délai de paiement ou de production de l'attestation du créancier, et à moins que tous les intéressés ne donnent leur consentement à une prolongation de ce délai, l'adjudication sera aussitôt révoquée et de nouvelles enchères seront ordonnées. L'adjudicataire précédent et ses cautions seront tenus de la moins-value sur le prix de la première vente ainsi que de tout autre dommage, la perte d'intérêts étant calculée au taux de 5 %. Les montants et sûretés versés en vertu du ch. 14 peuvent être retenus pour couvrir une éventuelle créance contre le fol enchérisseur au sens de l'art. 72 ORFI.
17. La prise de possession des biens adjugés aura lieu lors de la réquisition d'inscription du transfert de propriété au registre foncier. Cette réquisition est régie par les art. 66 et 67 ORFI. Jusqu'à ce moment, les immeubles continuent d'être gérés par l'administration de l'office pour le compte et aux risques de l'adjudicataire (art. 137 LP).

C. Garantie

18. Les immeubles, y compris les accessoires, sont vendus sans aucune garantie.

D. Remarques importantes

19. Acquisition par des personnes à l'étranger

Conformément à la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) et à l'Ordonnance fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (OFAIE), l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger d'après les critères ci-après, est soumise à autorisation (art. 5 à 7 LFAIE). Par personnes à l'étranger, on entend :

- a. les ressortissants suivants qui n'ont pas leur domicile légalement constitué et effectif en Suisse :
 1. les ressortissants des États membres de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange,
 2. les ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auxquels s'applique l'art. 22, ch. 2, de l'Accord du 25 février 2019 entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux droits des citoyens à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la fin de l'applicabilité de l'Accord sur la libre circulation des personnes ;
- a^{bis}. les ressortissants des autres États étrangers qui n'ont pas le droit de s'établir en Suisse ;
- b. les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ont leur siège statutaire ou réel à l'étranger ;
- c. les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ont leur siège statutaire et réel en Suisse, et dans lesquelles des personnes à l'étranger ont une position dominante ;
- d. les personnes physiques ainsi que, les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ne sont pas des personnes à l'étranger au sens des let. a, a^{bis} et c, lorsqu'elles acquièrent un immeuble pour le compte de personnes à l'étranger.

L'autorisation n'est pas nécessaire :

- a. si l'immeuble sert d'établissement stable pour faire le commerce, exploiter une fabrique ou exercer en la forme commerciale quelque autre industrie ainsi que pour exercer une activité artisanale ou une profession libérale ;
- b. si l'immeuble sert de résidence principale à la personne physique qui l'acquiert, au lieu de son domicile légal et effectif ;
- c. s'il existe une autre exception au sens de l'art. 7 LFAIE.

Quiconque, lors d'enchères forcées, est adjudicataire d'un immeuble doit, après l'adjudication, déclarer par écrit à l'autorité chargée des enchères s'il est une personne à l'étranger, notamment s'il agit pour le compte d'une personne à l'étranger (art. 19 LFAIE).

Si l'assujettissement au régime de l'autorisation ne fait pas de doute et si aucune autorisation entrée en force n'est présentée, ou si l'assujettissement ne peut être exclu sans examen approfondi, l'autorité chargée des enchères, en informant le conservateur du registre foncier, impartit à l'acquéreur un délai de dix jours pour :

- a. demander l'autorisation ou la constatation qu'aucune autorisation n'est requise ;
- b. constituer des sûretés en garantie du paiement du prix de vente, un intérêt annuel de 5 % devant être versé tant que subsiste cette garantie ;
- c. constituer des sûretés en garantie du paiement des frais relatifs à de nouvelles enchères.

Si l'acquéreur n'agit pas dans le délai prescrit ou si l'autorisation lui est refusée par une décision entrée en force, l'autorité chargée des enchères annule l'adjudication et ordonne de nouvelles enchères. Le recours au sens de l'art. 19, al. 4, LFAIE est réservé. Si lors de la nouvelle vente aux enchères, le prix atteint est inférieur, le premier adjudicataire est tenu de la moins-value ainsi que de tout autre dommage.

Des informations complémentaires sont disponibles dans l'aide-mémoire de l'Office fédéral de la justice (<https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/wirtschaft/grundstueckerwerb/lex-f.pdf>).

20. Assurances contre les dommages

A la connaissance de l'office, les lot PPE mis en vente ne font pas l'objet, en tant que tels, de contrats d'assurance. L'assurance incendie bâtiment assure l'immeuble de base et les primes sont facturées à l'administration de la PPE.

Pour le cas où les objets mis en vente devaient être assurés par d'autres contrats au nom du propriétaire, l'adjudicataire est rendu attentif au fait que, conformément à l'art. 54 LCA, si l'objet du contrat change de propriétaire, les droits et obligations découlant du contrat passent au nouveau propriétaire; ce dernier peut refuser le transfert du contrat par écrit dans les 30 jours suivant le changement de propriétaire; l'entreprise d'assurances peut résilier le contrat dans les 14 jours après avoir eu connaissance de l'identité du nouveau propriétaire; le contrat prend fin au plus tôt 30 jours après sa résiliation.

A la connaissance de l'office, une police d'assurance mobilière professionnelle et industrielle a été conclue auprès de l'ECA, police d'assurance n° 101308771-0/1. Prime annuelle CHF 1'030.00.

Art. 54 LCA - Changement de propriétaire

¹ Si l'objet du contrat change de propriétaire, les droits et obligations découlant du contrat passent au nouveau propriétaire.

² Le nouveau propriétaire peut refuser le transfert du contrat par écrit ou par tout autre moyen permettant d'en établir la preuve par un texte dans les 30 jours suivant le changement de propriétaire.

³ L'entreprise d'assurances peut résilier le contrat par écrit ou par tout autre moyen d'en établir la preuve par un texte dans un délai de 14 jours après qu'elle a eu connaissance de l'identité du nouveau propriétaire. Le contrat prend fin au plus tôt 30 jours après sa résiliation.

⁴ Les art. 28 à 32 s'appliquent par analogie si le changement de propriétaire provoque une aggravation du risque.

21. Impôts

Après la vente, l'autorité fiscale statuera sur les impôts sur la plus-value immobilière générés par la réalisation, impôts qui feront parties des frais de réalisation au sens de l'art. 144 al. 3 ou 157 al. 1 ou 262 LP. Partant, ces impôts générés par la vente seront déduits du produit de la vente et payés à l'autorité fiscale avant la répartition du produit net aux créanciers (cf. art. 144 al. 4, ou 157 al. 2 ou 262 LP), ceci en application, entre autres, des arrêts du Tribunal fédéral des 25 janvier 2016 (5A_651/2015) et du 21 février 2017 (5A_989/2016).

22. Usages / baux et fermages

Le bail à loyer pour locaux commerciaux suivant est actuellement en vigueur sur les immeubles objets des enchères :

Situation : Avenue de Chillon 74, 1820 Territet (Commune de Montreux).

Bail à l'usage de : Ecole privée

Etage : rez-de-chaussée

Comprenant : un espace de réception, cinq bureaux, deux grandes salles de cours, six salles de réunion, un local de rangement, une salle d'appui et des locaux sanitaires.

Dépendance : un local d'archives au sous-sol.

Locataire : Montreux Institute of Business Development Sàrl, avenue du Casino 52, c/o Multifiducaire Léman SA, 1820 Montreux, bail conclu le 19 août 2021.

Durée du bail : Le bail commence le 1^{er} septembre 2021, à midi et se termine le 31 août 2025, à midi. Sauf avis de résiliation donné par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée et consignée à un office postal suisse au moins douze mois à l'avance, le présent bail sera renouvelé de plein droit aux mêmes conditions pour cinq ans et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans.

Loyer mensuel : loyer net CHF 9'000.00. Charges CHF 500.00 ; y compris meubles, équipements et aménagements.

Garantie de loyer : certificat de garantie de loyer (SC SWISSCAUTION SA) d'un montant de CHF 27'000.00.

Conformément à l'article 266 L du code des obligations, ce contrat de bail est résilié pour le 31 janvier 2024.

Au jour du dépôt des présentes conditions de vente, le délai dans lequel le locataire peut demander l'annulation de la résiliation ou la prolongation de bail n'est pas échu.

Sous réserve de la procédure d'épuration de l'état des charges, les contrats de bail à loyer ou à ferme passent à l'acquéreur avec la propriété de la chose (art. 50 ORFI, art. 261, 261 b et 290, let. a CO).

23. Dispositions spécifiques

- a) Les objets mobiliers, hormis ceux indiqués comme accessoires à l'état des charges ne sont pas compris dans la vente.
- b) Il n'est donné aucune garantie sur les possibilités de construction ou de modification sur les fonds vendus et l'office ne répondra à aucune question touchant ce domaine, les amateurs étant invités à consulter directement les autorités compétentes sur ce point (ATF 95 III 21). L'office attire néanmoins l'attention des enchérisseurs que le bâtiment ECA 5206 est recensé en note 1 (monument d'importance nationale/immeuble classé au monument historique).
- c) Les droits de préemption conventionnels (art. 216, al. 2 et 3 CO) ne peuvent pas être exercés lors de la vente et seront délégués à l'adjudicataire tels qu'ils sont inscrits à l'état des charges, à moins qu'ils ne doivent être radiés ensuite du résultat de la double mise à prix de l'immeuble (art. 51 ORFI).
- d) En cas d'adjudication des immeubles en faveur de Crédit Suisse (Suisse) SA, créancier hypothécaire de premier rang, seul celui-ci sera dispensé au moment des enchères du versement total des montants figurant sous chiffre 14 des présentes conditions de vente, et ce en vertu du principe de la compensation. Il devra néanmoins s'acquitter ultérieurement en mains de l'office et à la première réquisition, des frais prévus sous chiffre 12 ci-dessus, de la contre-valeur des hypothèques légales privilégiées, de l'éventuelle partie du prix de vente qui excéderait le montant total de sa créance admise aux états des charges, et à défaut ou en cas d'insuffisance de cette dernière, des frais dont il est question sous chiffre 11 ci-dessus, ainsi que de la créance correspondant à l'éventuel impôt sur les gains immobiliers.

- e) La PPE est administrée par Furer SA, régisseurs et courtiers. Pour les lots mis en vente, les charges se sont chiffrées à environ CHF 14'214.00/an sur la base des budgets 2019 à 2023 pour les charges et l'attribution au fond de rénovation et CHF 6'228.00/an pour le chauffage, l'eau chaude et les taxes communales.

Le fond de rénovation quant à lui présentait un solde de CHF 524'643.00 au 31 décembre 2022.

- f) En complément du chiffre 4 ci-dessus, il est précisé que les enchérisseurs devront prouver leur identité et justifier de leurs pouvoirs.

24. Plainte

- a) Contre les conditions de vente aux enchères

Une plainte contre les conditions de vente aux enchères peut être déposée dans le délai de dépôt public de dix jours auprès de l'autorité inférieure de surveillance, à savoir Madame la Présidente du Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois, Rue du Simplon 22, 1800 Vevey.

- b) Contre l'adjudication

Une plainte peut être déposée contre l'adjudication dans les dix jours suivant les enchères auprès de l'autorité inférieure de surveillance, à savoir Madame la Présidente du Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois, Rue du Simplon 22, 1800 Vevey.

La plainte doit contenir des conclusions et des motifs. Elle doit être accompagnée des conditions de vente aux enchères et des éventuels moyens de preuves.



Office des poursuites de la Riviera-Pays-d'Enhaut


Stéphane Rimaz, substitut